

PREFECTURE DE LA DORDOGNE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET DU CADRE DE VIE

- ARRETE -

**BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

REFERENCE A RAPPELER

autorisant le renouvellement d'auto-
risation d'exploiter une carrière à ciel
ouvert de grave sur le territoire de
la commune de

MONTPON MENESTEROL

940216

*

LE PREFET DE LA DORDOGNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code minier et notamment son article 106,

Vu le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renoncements à celles-ci et notamment son article 32,

Vu le décret n° 85-448 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et modifiant diverses dispositions prises en application du code minier,

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives,

Vu le décret n° 54-321 du 25 mars 1954 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mai 1986 autorisant la SARL Sablières Montponnaises, domiciliée à Montpon Ménestérol, à exploiter une carrière à ciel ouvert de grave sur le territoire de la commune de Montpon Ménestérol, au lieu-dit "Le Pendu Ouest",

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1990 autorisant l'extension de la dite carrière,

Vu l'arrêté d'abandon partiel de travaux en date du 19 décembre 1990,

.../...

Vu la demande présentée le 12 octobre 1993, complétée le 5 novembre 1993 et enregistrée le 8 novembre 1993 par laquelle la SARL Les Sablières Montponnaises sollicite le renouvellement d'autorisation d'exploiter la dite carrière,

Vu les plans et renseignements joints à la demande précitée,

Vu les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

Le dossier relatif à l'instruction de la demande ayant été tenu à la disposition du pétitionnaire,

Vu le rapport de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine,

Sur la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,

Arrêté

Article 1er : L'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de grave sur le territoire de la commune de Montpon Ménéstérol, lieu-dit "Pendou Ouest", accordée par arrêté préfectoral du 25 novembre 1990 au profit de la SARL Les Sablières Montponnaises, domiciliée à Montpon Ménéstérol (24700) est renouvelée sous réserve des droits des tiers jusqu'au 13 avril 2002.

Article 2 : Conformément au plan joint à la demande, lequel doit rester annexé à l'original du présent arrêté, l'autorisation porte sur les parcelles cadastrées dans la section N sous les n° 597, 599 à 602, 604 à 607, 619, 620, 636 b, 637 b, 639, 640, 642, 1248, 1737 et 1738.

La superficie globale approximative s'élevant à 4 ha 90 a .

Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 3 : La présente autorisation vaut pour une exploitation satisfaisant dans ses caractéristiques aux modalités énoncées dans la demande.

Article 4 : Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites en application de l'article 84 du code minier, l'exploitation doit être conduite et les terrains exploités doivent être réaménagés conformément aux dispositions et mesures particulières énumérées ci-après :

.../...

a) La hauteur défilée ne doit pas dépasser 12 mètres, compte tenu d'une épaisseur de terre de découverte variant de 2 à 4 mètres.

b) L'accès à la carrière doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Avant le début de l'exploitation des panneaux doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux.

c) L'exploitation doit être entourée d'une clôture robuste maintenue en bon état.

En application de l'article 1er du titre sécurité et salubrité publique SSP-1-R du règlement général des industries extractives, les bords des excavations doivent être établis et tenus à une distance horizontale de 10 m au moins des limites de la zone dont l'exploitation est autorisée ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tous résidus susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

d) En cours et en fin d'exploitation, les berges doivent être talutées selon un angle de 45 °, et plantées d'essences appropriées. En fin d'exploitation, sur une partie du terrain, un plan d'eau doit être créé ; sur l'autre partie, après nivellement, des arbres d'essences variées doivent être plantés.

En cours d'exploitation, la surface en attente de remise en état ne doit jamais dépasser 1 ha.

Article 5 : Dans un délai de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit adresser au préfet, un mémoire indiquant les travaux de remise en état effectués. L'exploitation de la phase suivante ne pourra reprendre qu'après constatation de la remise en état effectuée sur la partie exploitée.

.../...

Article 6 : La présente autorisation ne dispense pas, le cas échéant, le demandeur de régulariser la situation de son entreprise au regard des dispositions de la loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cas du traitement des matériaux par voie humide, le rejet des eaux résiduaires doit être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires des installations classées.

Article 7 : Des panneaux A 14 doivent être placés aux endroits appropriés. Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation. L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

Article 8 : En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, avvertir monsieur le maire de Montpon Ménéstérol, qui doit aviser le service intéressé de la direction régionale du ministère de la culture à Bordeaux, afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

Article 9 : Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées, doit faire l'objet d'une déclaration préalable au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 10 : Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article 142 du code minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du code minier, le titulaire de la présente autorisation peut, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut également être prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

.../...

Article 11 : La cessation définitive des travaux ou l'arrêt de l'exploitation consécutif à l'épuisement du gisement doivent faire l'objet d'une déclaration d'abandon de travaux adressée au moins 4 mois avant la fin de la remise en état des lieux, au service compétent de la préfecture, conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979, modifié par le décret n° 85-448 du 23 avril 1985.

Article 12 : L'exploitant doit se conformer aux règlements relatifs à la voirie des collectivités locales en ce qui concerne sa contribution à la remise en état des voies départementales et communales empruntées pour les besoins de son exploitation.

Article 13 : Le présent arrêté sera notifié à la SARL Les Sablières Montponnaises.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Un extrait en sera publié aux frais du pétitionnaire dans un journal local et affiché dans la commune de Montpon Ménéstérol par les soins du maire.

Article 14 :

- MM. le secrétaire général de la préfecture du département de la Dordogne,
- le maire de la commune de Montpon Ménéstérol,
- le directeur départemental de l'équipement,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- l'architecte des bâtiments de France,
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le 07 FEV. 1994

Le préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire Général



Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Développement
Local et du Cadre de Vie

Jean TOUGNE

Signé : Olivier du CRAY